

Perquisitions chez Mélenchon et au siège de La France insoumise et maintenant poursuites judiciaires

Mardi matin 16 octobre, des perquisitions ont été menées sur réquisition du parquet de Paris aux sièges de La France insoumise, du Parti de gauche et aux domiciles de Jean-Luc Mélenchon et de plusieurs autres responsables. Jean-Luc Mélenchon a dénoncé « *une énorme opération de police politique* ». Dans une vidéo, il a filmé la scène de la perquisition à son domicile en déclarant : « *Nous sommes perquisitionnés chez tout le monde. La secrétaire générale du groupe à l'Assemblée, mes anciens assistants qui ont vu débouler aussi les flics à 7 heures du matin, on leur prend leurs téléphones, on leur prend leurs ordinateurs. Au siège du Parti de gauche dont je suis membre, au siège du mouvement La France insoumise.* » Et il a ajouté dans cette vidéo : « *Voilà le début du nouveau ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice, voilà ce qu'ils sont en train de faire dans tout le pays, pour intimider et faire peur.* »

Devant le siège de La France insoumise où il avait appelé ses militants à se rassembler, il a lancé à l'adresse de Macron et de la ministre de la Justice : « *Ce que vous êtes en train de faire est une honte* », ajoutant : « *C'est un coup de force contre nous, parce que c'est destiné à nous faire peur et à m'intimider. Pour ce qui me concerne, c'est un échec total. C'est eux qui vont avoir peur du retour de bâton.* » À ses côtés, le député Alexis Corbière a dénoncé « *une agression politique intolérable* » en disant : « *S'il y a des comptes de campagne qui doivent être observés, ce sont ceux de Macron.* »

Le Parti ouvrier indépendant était représenté à ce rassemblement en solidarité. Le POI réaffirme qu'il ne saurait accepter de telles méthodes et s'indigne des poursuites judiciaires contre Jean-Luc Mélenchon et les militants de La France Insoumise annoncées le 17 octobre 2018.